

## Equipement

# Ils veulent mettre la N 20 sous terre

**A**UX HEURES DE POINTE, c'est le bouchon assuré pour l'automobiliste et un calvaire de bruit, de poussières et de vibrations pour le riverain. Avec 52 000 à 78 000 véhicules quotidiens suivant les endroits, la nationale 20 a besoin d'un urgent coup de jeune. Conscients de la situation, élus locaux, représentant de l'Etat, associations ont planché hier à Montlhéry sur la N 20 du futur entre Longjumeau et Boissy-sous-Saint-Yon. Des assises sous-titrées « Des maires s'unissent et appellent au dialogue... ».

Et si on mettait la route sous terre ? Bernard Monnier, architecte-urbaniste, lance les débats devant une salle comble. Mandaté par Montlhéry, une commune coupée en deux par la N 20, l'expert imagine canaliser dans des tunnels la circulation de transit — 30 à 50 % des voitures. Un premier tunnel sans interruption relierait Longjumeau à Linas, un second conduirait de la Francilienne à Arpajon. Souhaitée par beaucoup de communes, la solution n'a qu'un dé-

Un projet de 11 km



... elle couperait très cher. Un milliard d'euros à la louche pour onze kilomètres. Déjà, par le passé, le conseil général a fait savoir qu'il ne paierait pas.

## Un milliard d'euros

A la surface, l'urbaniste imagine la création d'un boulevard urbain avec des contre-allées. « Cela empêcherait les arrêts sur les voies de distribution centrale et mettrait en sécurité les gens qui se rendent dans les commerces. » Des mini-tunnels supplémentaires canaliserait le trafic local et permettraient le passage des promeneurs. « Faire passer deux jeunes filles à 19 heures dans un cube en béton qui sent l'urine, ce n'est pas très sécurisant, insiste Bernard Monnier. Les piétons doivent rester au niveau du sol. » Et l'urbaniste d'imaginer encore des voies réservées aux bus ou encore une signalétique plus cohérente.

### LE TEMOIN DU JOUR

## « Le nerf de la guerre reste l'argent »

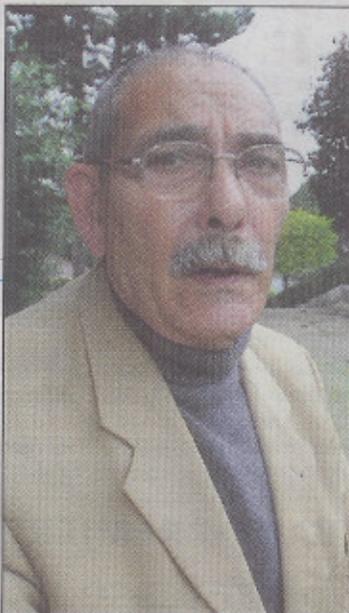
**FRANCIS TRICOIRE**, président du comité pour la suppression du projet C 6

**L**E CHEVAL de bataille de l'association de Francis

Tricoire ? La suppression du projet d'autoroute C 6, un axe qui relierait Longjumeau à Avrainville imaginé il y a quarante et un ans par les services de l'Etat et jamais réalisé. « Cela couperait Longpont en deux », s'agace-t-il. Aujourd'hui, Francis Tricoire participe aux assises au côté des élus. « Dans l'association, nous réfléchissons depuis longtemps à des tunnels à la place du C 6. Mais des choses plus modestes, un dans le coin de La Ville-du-Bois, l'autre au niveau de Montlhéry. » Croit-il que les assises déboucheront sur du concret ? « On l'espère toujours, dit-il dans un demi-sourire. Aujourd'hui, on va aboutir à une charte, mais est-ce qu'elle sera appliquée ? Mais le nerf de la guerre reste l'argent. » Et l'associatif de dénoncer quarante ans d'hésitation politique sur l'aménagement de la nationale 20. « C'est un grave problème qui n'a jamais été pris à bras-le-corps. » Quant au projet C 6, Francis Tricoire reste méfiant. « Tant qu'on n'aura pas levé les emprises sur les terrains, cette épée de Damoclès reste au-dessus de nos têtes. »

Et Bernard Laffargue, patron de la Direction départementale de l'équipement, de refroidir l'assistance. « Si vous nous aviez piqué les fesses plus souvent, l'Etat aurait fait un peu plus pour vous », a-t-il lancé, rappelant que les élus locaux n'ont pas toujours constitué un front uni. « S'enterrer, c'est très coûteux », a répété le fonctionnaire.

Plus modeste, il préconise un boulevard urbain au nord de la Francienne et au sud, une amélioration du réseau secondaire avec un pont « bien positionné ». « Ainsi, il sera possible de tenir un certain temps. » Imaginé par l'Etat il y a quarante ans,



le projet d'autoroute C 6 devant relier Longjumeau à Avrainville semble, lui, définitivement aux oubliettes. Hier, les élus ont unanimement demandé à l'Etat qu'il libère les terrains bloqués, en vue de la construction de ce C 6.

Les participants des assises ont ensuite consacré l'après-midi à la rédaction d'une charte définissant des critères pour l'aménagement de la N 20. « Nous faisons le point sur ce que nous souhaitons, explique Jean-Jacques Scherchen, maire UMP de Longpont et coorganisateur de la journée. Après, nous ne pouvons qu'inciter l'Etat à faire le nécessaire. » Députée UMP de la circonscription, Nathalie Kosciusko-Morizet est enthousiaste de voir autant d'élus s'investissant sur le dossier. « L'Etat, le conseil régional, le département ont toujours pris comme argument les divisions des élus locaux pour temporiser. Mais là, enfin, les maires s'unissent... »

BENJAMIN JÉRÔME

## Quatre maires rebelles

**T**OUS UNIS pour changer le visage de la nationale 20 ? Bien trop simple. Hier, quatre communes — La Ville-du-Bois, Linas, Leuville-sur-Orge, Saint-Germain-lès-Arpajon — ont boudé l'invitation de Montlhéry. Dans un communiqué, les quatre maires dénoncent « une opération communication ».

Les élus rappellent en outre l'existence depuis juin 2003 d'une association des villes riveraines de la N 20, une association qui n'a jamais fonctionné. « Tous les conseils municipaux n'ont pas forcément délibéré pour intégrer leur commune à l'association, explique Jean-Jacques Scherchen, maire UMP de Longjumeau, et président de cette association. Si des maires sont absents, c'est plus pour des raisons politiques. C'est un peu regrettable. Nous avons une occasion unique d'interpeller l'Etat. »